

Entretien avec Étienne-Alexandre Beaugregard

auteur de *Le retour des Bleus* (2024, LIBER)

par Frédéric Morneau-Guérin

Frédéric Morneau-Guérin: Votre second essai, publié chez Liber, s'intitule *Le retour des Bleus*. Partant du constat que le vieux clivage entre fédéraliste et souverainiste perd de son tranchant, vous décrivez et procédez à l'analyse d'un autre antagonisme qui, selon vous, structure désormais la joute politique québécoise. Ce conflit, ajoutez-vous, oppose deux familles idéologiques, celles des Rouges et les Bleus, dont la rivalité «se déploie sur plus de deux siècles de débats autour du devenir de la nation québécoise» (p. 19). Pourriez-vous décrire succinctement (et donc, par la force des choses, de façon quelque peu schématique) en quoi consistent la pensée rouge et la pensée bleue? Quelles sont leurs visions, sensibilités et anthropologie respectives? En quoi consistent les principaux points de convergence et les principaux désaccords entre Rouges et Bleus?

Étienne-Alexandre Beaugregard: Ma perspective étant celle de la philosophie politique, et non de la politique partisane, le clivage que je décris entre le progressisme libéral rouge et le nationalisme conservateur bleu est d'abord une affaire d'idées, un désaccord philosophique et anthropologique qui concerne principalement le rapport à la nation. Il s'est incarné de manières différentes à travers les siècles, autant chez les intellectuels que dans les partis.

Je situe le point de départ de la polarité entre Rouges et Bleus au rapport Durham et à la réplique de François-Xavier Garneau dans son *Histoire du Canada*. Contrairement à ce que certains pourraient penser, Durham n'avait rien d'un réactionnaire ni d'un raciste: progressiste libéral et disciple de John Stuart Mill, il concevait la modernité comme le dépassement des traditions, et était donc convaincu que la politisation de la culture par les Patriotes avait quelque chose de réactionnaire. S'il a proposé l'assimilation des Canadiens français, c'est dans leur intérêt se disait-il: peuple vieilli et réactionnaire dans «un monde neuf et progressif», ils seraient désavantagés dans l'Amérique du Nord anglophone tant et aussi longtemps qu'ils seraient différents. C'est en réaction à ce discours que Garneau adopte une position conservatrice, lui qui était initialement un patriote libéral. Pour notre premier historien national, la persistance de la nation est le principe politique le plus important, et si le progrès proposé par les Anglais signifie l'assimilation des Canadiens français, alors c'est le signe qu'ils doivent faire leur propre chemin et progresser à leur manière, selon leur propre culture et leur tradition.

Les Rouges et les Bleus s'opposent donc sur la valeur que la nation a pour l'individu: est-ce une source de repères indispensable à une vie réussie ou à l'inverse, est-ce une chape de plomb dont il faudrait s'émanciper pour être réellement soi-même? Des penseurs progressistes comme Mill, Durham ou Pierre Elliott Trudeau partagent la vision anthropologique rouge qui conçoit l'individu comme un être abstrait qui ne saurait se réaliser pleinement qu'en s'émancipant des ancrages de la culture et de la tradition. Au contraire, les nationalistes comme Garneau, Lionel Groulx et Fernand Dumont conçoivent l'être humain comme foncièrement enraciné dans un groupe national, qu'il s'agit de préserver en perpétuant une certaine manière d'être entre les générations.

Politiquement, ce désaccord philosophique s'exprime dans le débat autour de l'État-nation québécois: l'État du Québec a-t-il la légitimité d'adopter des politiques identitaires visant à ce que la nation francophone y soit «opiniâtement elle-même», dans les mots de Lionel Groulx, ou faut-il «divorcer l'État de la nation» comme le souhaitait Pierre Trudeau? Ainsi, ce clivage entre Rouges et Bleus recoupe de nombreux débats

de Québec d'hier et d'aujourd'hui, et permet d'ancrer dans le temps long le combat national québécois, tout comme celui des progressistes libéraux qui luttent contre lui.

FMG: Je vous soumets, et corrigez-moi si vous estimez que je fais erreur, que politiquement, la pensée bleue s'est principalement incarnée, au Québec, de la fin des années 1960 jusqu'à tout récemment, dans le mouvement souverainiste. Pourtant, dites-vous, le courant bleu et le courant souverainiste sont tout sauf indiscernables. La pensée bleue, ajoutez-vous, trouve son unité non pas dans le débat constitutionnel, mais dans son appui au rôle national de l'État québécois. Si la conquête du pouvoir par la Coalition Avenir Québec en octobre 2018 témoigne que l'on peut être bleu sans être souverainiste, peut-on concevoir à l'inverse un souverainisme rouge ou y a-t-il là contradiction dans les termes?

EAB: La nécessité de définir le courant bleu, donc le nationalisme québécois, vient effectivement d'une dissociation, de plus en plus apparente depuis 1995, entre le nationalisme et l'indépendantisme. Autrement dit, si environ le tiers des Québécois souhaitent sortir du Canada, plus ou moins 70 % d'entre eux appuient une meilleure protection de la langue française, la défense de la laïcité et un meilleur contrôle de l'immigration. Pour comprendre toutes les subtilités de la joute politique québécoise actuelle, les catégories de fédéraliste et de souverainiste ne sauraient donc suffire, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont obsolètes ou inopérantes pour autant.

En effet, lorsque le Parti québécois et le Parti libéral étaient les deux seuls partis reconnus à l'Assemblée nationale, le premier avait une forte dominante bleue, et le second une forte dominante rouge, ce qui ne veut pas dire que les deux clivages se recoupaient. Il suffit de regarder à Québec solidaire pour trouver des indépendantistes qui souhaitent que le Québec sorte du Canada, mais pour des motifs progressistes plutôt que nationalistes. Plus encore, les défenseurs de cette vision de l'indépendance semblent souvent convaincus que le Québec devrait globalement adopter le modèle anglo-américain de laisser-faire identitaire, et donc déconstruire son État-nation, pour faciliter l'avènement de la souveraineté. Il s'agit évidemment d'une rupture avec la vision péquiste du projet, qui souhaite que le Québec devienne souverain pour pérenniser ce «seul endroit où il nous soit possible d'être vraiment chez nous.» Même à la genèse du Parti québécois, une frange du mouvement indépendantiste, représentée par des penseurs comme Pierre Vallières, a toujours regardé avec suspicion le côté nationaliste et conservateur que pouvait porter le projet de pays, qu'elle concevait comme petit-bourgeois et insuffisamment révolutionnaire. Néanmoins, hier comme aujourd'hui, la volonté de durer demeure le ressort principal du mouvement indépendantiste, et la vaste majorité de ses défenseurs trouvent leur place dans le camp bleu.

Ainsi, le mouvement souverainiste constitue une frange importante, mais pas la totalité, du courant bleu, qui rallie aussi des autonomistes. Ces deux visions constitutionnelles diffèrent sur les moyens, mais se rejoignent sur les fins: un État national engagé pour la survie d'une nation francophone en Amérique du Nord à travers la défense de sa langue, ses valeurs, son histoire et sa manière d'être. Comme Lionel Groulx, nous dirons que les Bleus désirent «travailler à la création d'un État français dans le Québec, dans la Confédération si possible, en dehors de la Confédération si impossible».

Entretien avec Étienne Beauregard

suite de la page 15

FMG: Vous estimez que la controverse en matière d'accommodements raisonnables, survenue à l'automne 2006, s'est révélée annonciatrice du retour du nationalisme au cœur de la joute politique québécoise. À votre avis, le fait que l'enjeu de la laïcité ait ainsi servi de nouveau moteur du nationalisme québécois revêt-il un caractère circonstanciel et sporadique ou devrait-on plutôt y voir le signe précurseur du dépassement de l'attachement à la langue française et à la culture française comme principal référent pour définir notre identité nationale, un peu comme le référent religieux a été dépassé par la langue au cours du 20^e siècle?

EAB: Si l'enjeu de la laïcité et des signes religieux a permis d'accélérer le basculement vers ce que j'appelle «l'ère identitaire», c'est avant tout parce qu'il a exposé la flagrante déconnexion du fédéralisme rouge par rapport à la vaste majorité des Québécois, et par le fait même d'une partie substantielle de ses électeurs. Même si la souveraineté stagnait dans l'opinion, une majorité importante rejetait le modèle multiculturaliste défendu par le Parti libéral du Québec, qui a progressivement perdu son emprise sur les «nationalistes mous» qui croient au projet bleu d'un État-nation québécois, mais sans forcément souhaiter quitter le Canada. La Coalition Avenir Québec en a largement profité, en fondant sa coalition politique sur l'axe rouge-bleu plutôt que sur l'axe fédéraliste-souverainiste.

Quant au dépassement de la langue au profit de la laïcité, l'avenir a prouvé que ces deux éléments se renforcent plus qu'ils ne s'opposent. En effet, une fois la loi 21 adoptée, le gouvernement et le ministre Simon Jolin-Barrette se sont tournés vers une réforme de la loi 101, et ont ainsi ramené le débat sur la langue au cœur de la joute politique, lui qui avait été condamné aux marges dans les décennies précédentes au nom d'une soi-disant «paix linguistique» qui n'aura été qu'un autre nom pour le déclin du français. Dès lors que le «muscle nationaliste» des Québécois s'est réactivé, et que de plus en plus de chiffres ont démontré le déclin du français, l'enjeu de la langue est revenu de plus belle dans l'actualité et demeure très saillant encore à ce jour. Loin d'être contradictoires, ces deux enjeux sont complémentaires au sein de l'État-nation québécois, soit l'utilisation de l'État pour consacrer un certain rapport au monde propre au parcours historique québécois.

FMG: L'habitude veut, à tort ou à raison, que l'on catégorise les philosophies politiques en les inscrivant le long d'un axe gauche-droite. Suivant cette façon de faire, il est commun de se représenter le progressisme et le libertarianisme comme étant positionnés de part et d'autre du centre. Pourtant, sur la question anthropologique au cœur du clivage philosophique entre Rouges et Bleus, dites-vous, les libertariens partagent généralement les postulats progressistes des Rouges. Quelles affinités idéologiques décelez-vous entre ces deux courants de pensée? Le progressisme et le libertarianisme seraient-ils, en dernière analyse, des frères siamois?

EAB: Les débats identitaires québécois démontrent clairement que le progressisme libéral et le nationalisme conservateur ne sont pas forcément liés à la gauche et la droite économique, et que cet autre clivage existe séparément. Par exemple, René Lévesque était un social-démocrate, tandis que Maurice Duplessis était bien plus libéral économiquement, mais ces deux hommes politiques ont incarné en leur temps la sensibilité bleue. C'est dire qu'il peut exister des «conservateurs de gauche» comme René Lévesque et bon nombre de nationalistes du Parti québécois, tout comme il existe des «progressistes de droite», la mouvance libertarienne en étant l'exemple le plus clair.

En effet, la majorité des représentants du libertarianisme dans l'espace public québécois se montrent plutôt hostiles à l'État-nation, et opèrent une transposition de leur aversion pour

l'intervention de l'État dans l'économie vers la sphère identitaire. Des personnalités comme Adrien Pouliot, ex-chef du Parti conservateur du Québec, figurent même parmi les derniers francophones à ouvertement souhaiter l'abolition des clauses scolaires de la loi 101, au nom de la compétitivité et de «la poursuite de l'excellence». À bien des égards, le libertarianisme est la variante de droite économique du courant rouge, car il se fonde sur la même vision philosophique et anthropologique de l'Homme: un être indéterminé qui ne doit être contraint ni par la tradition ni par l'État. Plus encore, il a pris l'habitude de dépendre de l'État-providence issu de la Révolution tranquille comme une nouvelle Grande Noirceur dont il faudrait s'émanciper, une tentative de voler l'étiquette progressiste à la gauche. C'est d'ailleurs pourquoi j'affirme en boutade que le Parti conservateur du Québec est notre formation politique la plus mal nommée: s'il ne cherche pas à conserver une certaine idée de la nation québécoise, que conserve-t-il au juste?

On se doit cependant de préciser que cela n'a rien d'inévitable: des Bleus sincères comme François-Albert Angers, dont une excellente biographie de Jean-Philippe Carlos est parue dernièrement, montrent que la droite économique n'est en rien incompatible avec le nationalisme. Mentor de Jacques Parizeau et professeur aux HEC, Angers était hostile à l'étatisation de l'électricité, et aurait préféré qu'elle soit remise aux mains de coopératives locales, ce qui le plaçait en porte-à-faux avec la vaste majorité des nationalistes de la Révolution tranquille. Cependant, il croyait profondément au rôle national de l'État québécois, et il concevait la loi 101 comme la plus grande victoire de l'histoire de la lutte nationale au Québec. Contrairement à bon nombre de nos libertariens aujourd'hui, Angers savait distinguer État-nation et État-providence, et comprenait que l'on peut être favorable au premier sans pour autant adhérer au second.

FMG: En terminant, si vous n'aviez à n'en nommer qu'un seul, quel texte fondateur ou quel ouvrage canonique inviteriez-vous un observateur de la scène politique québécoise souhaitant approfondir sa compréhension de la sensibilité bleue à découvrir ou à redécouvrir?

EAB: Parmi les ouvrages trop peu connus qui ont marqué ma recherche sur le courant, il y a *Directives* et *Orientations*, deux ouvrages de l'abbé Lionel Groulx, qui est par ailleurs le fondateur de *L'Action nationale*! Si certains, comme André J. Bélanger, ont calomnié Groulx pour en faire un prédicateur mystique dont la pensée n'avait rien de politique ni de concret, la vérité est tout autre. Quand on lit le chanoine dans le texte, on découvre une pensée profondément politique, qui préfigure l'État-nation qui s'est construit pendant la Révolution tranquille. Déjà, dans les années 1930, son projet «d'État français» anticipait la nationalisation de l'hydroélectricité et la loi 101, ce qui déconstruit le préjugé contemporain selon lequel ces innovations seraient le fait d'un progressisme né des années 1960 et qu'elles auraient été combattues par les «clérico-nationalistes».

Groulx est également un véritable penseur du politique, et sa philosophie incarne la convergence entre nationalisme et conservatisme qui fonde le courant bleu. Sous sa plume, la nécessité de défendre la nation québécoise et la présence française en Amérique du Nord vient de la fidélité à une tradition et aux ancêtres, qu'il nous incombe d'honorer comme héritiers. Si j'identifie Garneau comme le père intellectuel des Bleus, Groulx en est certainement le théoricien le plus articulé du XX^e siècle, et a jeté les bases de son incarnation politique. On comprendra pourquoi Charles-Philippe Courtois intitule sa biographie du chanoine «le penseur le plus influent de l'histoire du Québec». Bien qu'il soit injustement diabolisé et méprisé, Groulx demeure le penseur le plus articulé et le plus marquant du nationalisme québécois, et la redécouverte des Bleus permet d'apprécier son legs à sa juste valeur. ❖